

ÉTÉ

Pas de vacances pour les Algérois

*Il*s ne seraient pas nombreux les Algérois qui, en cette période de congés, sont partis en vacances. En juin et juillet, Alger, la capitale, n'a pas eu les senteurs des grandes évasions. Illustration la meilleure de ce que les vacances ont été, pour la majorité, tout juste une coupure avec le milieu professionnel. Se pouvait-il être autrement pour des Algérois pour qui, en la conjoncture, économiser un pécule pour des vacances relève quasiment du domaine de l'impossible.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Déjà qu'il boucle péniblement ses fins de mois, l'Algérois n'est pas si déraisonnable que cela pour aspirer à s'offrir des vacances. Forcément, il a castré en lui tout rêve de farniente.

Cette année plus qu'au-paravant. Son pouvoir d'achat s'est tellement dégradé qu'il peine à vivre, se contente de survivre. Alors, les vacances ! C'est la chose à laquelle il pense le moins. A laquelle, il ne pense plus. «Les vacances, c'est pour les nantis. Nous, salariés, nous nous consolons à suivre le tour de France cycliste à la télévi-

sion et guettons les Jeux olympiques de Pékin. La vie chère nous a vissés au petit écran», confie Hamid, la quarantaine et aucun soupçon de bronzage sur la peau. Marié et père de deux enfants en âge d'aller user la salopette sur les bancs de l'école, Hamid dit n'avoir jamais organisé des vacances pour lui et sa petite famille. Et ce n'est pas qu'il soit du genre à aimer l'ermitage. Il affirme simplement n'avoir jamais eu les moyens. Il réside dans une cité périphérique d'Alger où il loue un appartement de type F3 à raison de 15 000 dinars le mois. Il est cadre d'entreprise et s'esti-

me plutôt assez bien rémunéré. «Vous savez, avec le loyer payé à 15 000 dinars le mois, la facture d'électricité et gaz, l'eau, le transport et la nourriture, j'emprunte souvent pour finir les mois. Ma femme, qui n'a pas travaillé jusque-là, a été bien obligée de se chercher un emploi. Elle vient d'en décrocher un. Je crois que nous allons contracter un crédit automobile. C'est vraiment nécessaire», confesse-t-il. Combien sont-ils dans une situation similaire ? Inéluctablement, une grande majorité.

Pour accéder à un brin de vie descente sortie d'un semblant de confort, les ménages algériens ont de plus en plus recours aux crédits, qui pour l'acquisition d'un véhicule, qui pour les aménagements intérieurs, qui pour équiper cuisine et salon et qui... Les rets de l'endettement sont tenaces et on ne se libère pas aisément. «Il est vrai que le recours aux crédits à la consommation vous permet d'améliorer un tant soit peu votre vécu mais en contrepartie vous n'êtes plus maître de votre budget. Il n'y a plus d'économies possibles. Vos salaires servent à rembourser. Un argent que souvent vous ne toucherez pas des doigts. Les vacances ? Si elles aussi étaient à crédit, peut-être qu'elles seraient possibles pour ma petite famille et moi», note Abdelkader, les cheveux grisonnants qui ne font pas de lui un intrus parmi les quinquagénaires. Eh oui, si les vacances étaient à crédit ! La majorité d'Algérois en consommerait fort certainement sans modération.

Histoire de rattraper tous les étés perdus, passés à frire sous le soleil, loin de la mer ou à s'empiffrer de couscous et gâteaux en allant d'une fête à l'autre. Cela coûte en cadeaux mais il faut bien rendre la civilité à qui on la doit. L'été, les cortèges nuptiaux, les klaxons et les décibels à vous perforer les tympanes meublent les congés d'une majorité d'Algérois. Quand l'appel de la grande bleue se fait irrésistible, ceux qui vivent à mille lieues de la côte consentent le déplacement et le plongeon. Pour un jour ou pour un week-end. «Passer des vacances en bord de mer, je n'y pense même pas. Ça coûte tellement cher que même si j'y mets toutes mes économies, et en plus elles sont maigres, je n'aurai pas pour plus de deux à trois nuitées d'hôtel», répond Dalila, sourire au coin des lèvres. Elle est ingénieur et bosse pour une entreprise publique. Dalila, comme la plupart des salariés algériens, est sevrée de vacances au sens bien compris d'organisation et d'évasion. Pourtant, elle en rêve. Mais elle sait que son rêve n'est pas permis dans cette Algérie où s'accrocher au train-train quotidien relève de la performance.

Une rentrée sociale coûteuse et capricieuse

Dans un mois, la raison cédera devant le caprice du

ventre. L'Algérois, comme chaque Ramadan, dépensera sans compter.

Le mois, plein de piété, est aussi gastronomiquement exceptionnel. Il autorise toutes les gourmandises. Toutes les folies. Paraîtrait fou celui qui dépenserait sa menue économie à s'offrir des vacances et se priver, septembre durant, des mets qui garnissent la table le mois sacré.

Paraîtrait aussi irresponsable celui pour s'être offert des moments d'évasion se retrouverait dans l'incapacité d'acheter les trousseaux scolaires pour sa progéniture. «Comment voulez-vous qu'on s'offre des vacances alors qu'on sait que de très grosses dépenses nous attendent en septembre. Il y a la rentrée des classes et le mois de carême. Déjà sans me payer des vacances, je ne suis pas sûr de m'en sortir», dit doctement Slimane qui, attablé à une terrasse d'un estaminet, dans cette grouillante rue Didouche-Mourad, sirote un café comme les Algérois aiment à en commander, c'est-à-dire bien serré.

Slimane est en congé annuel qu'il a choisi de consommer cette année au mois de juillet. Il accomplit un semblant de rituel quotidien : virée au marché, le matin, un café vers 10 heures sur cette même terrasse, déjeuner vers 13 heures, sieste et puis le reste de l'après-midi, il tue le temps, comme on dit,

comme il peut. Il n'a rien prévu d'autre que de recommencer le même geste durant tout le mois. Peut-être qu'il irait pour quelques jours au bled, en Kabylie. Mais ce n'est pas encore décidé.

«Les gosses vont se baigner dans les plages environnantes. Ils vont en bandes de copains. Ils préparent leurs sandwiches à la maison. Je ne peux pas leur payer leurs sandwiches à l'extérieur. Déjà que je leur paie le ticket de bus !» avoue-t-il, non sans gêne visible. Il a une tournée de 5 gosses, tous scolarisés. «Ce n'est pas facile, vous savez !» conclut-il, comme dans une invitation tacite à faire le calcul par nous-même.

Chabane, lui, est un célibataire endurci. Il a la trentaine révolue. Il travaille. Il gagne un salaire mais pas de quoi faire des folies. Lui aussi ne pense pas aux vacances. «Pour s'offrir des vacances, il faut avoir plein de billets dans plein de sachets noirs», ironise-t-il. Même célibataire, il se plaint des fins de mois difficiles. Il nous ressort d'ailleurs cette formule déjà entendue quelque part auparavant : «En Algérie, les fins de mois sont difficiles, notamment les 30 derniers jours.» Ça ne manque pas d'intelligence. La formule sied bien au vécu de la majorité. Un vécu qui ne fait pas place aux vacances.

S. A. I.

COMITÉS DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE (CCDR)

Aveu officiel de l'échec : quelle issue ?

Le rideau est tombé. Le constat d'échec de deux mandats est sans appel.

Il a été prononcé par le chef de l'Etat lui-même, premier responsable de cette faillite déclarée en toute conscience, devant un parterre de représentants de l'Etat et de présidents d'APC.

Dans un discours populiste et électoraliste à huit mois de l'échéance présidentielle, en déclarant ne viser personne, le chef de l'Etat a joué au pompier pyromane. Encore une fois, il a pris à témoin l'opinion publique, jetant pêle-mêle tout le monde dans le même sac, faisant le procès de tous et de personne. Le pays dans son ensemble n'a pas échappé à cette remise en cause générale, puisque, selon lui, l'Algérie est connue pour être devenue la terre du trabendo, du trafic de drogue et de nombreux maux sociaux.

A qui la faute ? C'est là le résultat implacable d'une gouvernance sans projet d'ensemble cohérent, sans vision stratégique assurée, ni rigueur dans la réalisation, l'évaluation et la sanction, positive ou négative.

Cet échec, le peuple algérien l'a vécu et payé au quotidien, depuis de nombreuses années : économie de marché débridée ouverte à tous les appétits et tous les investissements, chômage et malvie, cherté de la vie en hausse et pouvoir d'achat en chute constante, jeunesse sans repères contrainte à la hargha, fuite des cerveaux et des compétences, insécurité et kamikazes, injustice sociale criarde et justice à plusieurs vitesses, droits et libertés bafoués. Devant tant de

mépris et d'indifférence, le peuple, excédé, n'avait et n'a d'autres recours que révoltes, émeutes et grèves (la dernière en date celle de la faim des enseignants contractuels), durement réprimées par la police et la justice.

Le CCDD considère qu'après une décennie de gouvernance chaotique, répressive et despotique, malgré des moyens financiers jamais égaux, cet échec est non seulement celui de Bouteflika et de son équipe, mais aussi celui du système qui l'a engendré.

Il estime que, dans un pays qui se respecte, l'épilogue de ce terrible aveu d'échec collectif est le départ de tous les acteurs, avec à leur tête, leur chef, premier responsable du désastre reconnu.

En conséquence, la mise entre parenthèses du projet de révision constitutionnelle, pour un troisième mandat ou toute autre formule, s'impose d'elle-même.

Il est désormais grand temps de mettre définitivement au placard ces pratiques et calculs dépassés, et d'ouvrir le chantier d'une large réflexion et d'un débat citoyen, pour impulser les profonds changements dont le pays a grandement besoin.

Un sursaut patriotique républicain, pour une alternative démocratique, fondé sur l'engagement et le rassemblement de tous les patriotes républicains, peut engager le pays dans cette voie salutaire, en écartant tout risque de dérapage.

Alger le 30.07.2008
Le bureau national du CCDD

MASCARA

38 personnes victimes d'une intoxication lors d'un mariage à Sidi Kada

Nous apprenons de source bien informée que 38 personnes environ ont été victimes d'une intoxication alimentaire lors de la célébration d'un mariage. Ceci s'est produit hier au village Emir Abdelkader, dans la commune de Sidi Kada.

Les admissions à l'hôpital de Tighennif ont commencé dans la soirée de mercredi. On ne sait pas encore quel est le produit incriminé, mais des prélèvements d'aliments consommés auraient été effectués. Il convient de signaler que nous avons tenté pour les besoins de l'information de contacter les services dudit hôpital, mais en vain.

M. Meddeber

GRÈVE DE LA FAIM DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS Vers une nouvelle protestation de leur syndicat

Le Conseil national des enseignants contractuels (Cnec) a décidé de l'organisation d'une nouvelle action de protestation qui se tiendra le 5 août prochain. Le lieu de la manifestation n'a pas encore été déterminé.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – Les enseignants contractuels sont décidés à aller jusqu'au bout de leur revendication, apprend-on dans un communiqué transmis à notre rédaction. Leur syndicat national, le Cnec, s'engagera ce 5 août dans une nouvelle action de protestation, décidée avec les responsables du Snapap, lors d'une réunion tenue le 30 juillet dernier.

Cette action fait suite à l'évacuation d'un autre enseignant, en grève de la faim, à l'hôpital Zmirli, dans un état de santé grave. Rappelons que plus de 30 enseignants contractuels sont en grève de la faim, depuis près de 20 jours maintenant, pour protester contre la décision du ministre de

l'Education de les exclure après plus de cinq ans d'un dur labeur. Près d'une dizaine de ces enseignants a été évacuée à l'hôpital Zmirli, en raison de la dégradation de leur état de santé. Le sit-in avait déjà été organisé devant le ministère de l'Education nationale pour exiger du ministre de tutelle, M. Benbouzid, de réhabiliter ces enseignants dans leurs droits. Cette action de protestation du comité de soutien aux grévistes de la faim avait été sévèrement réprimée par les forces de sécurité qui avaient empêché les délégués du Cnec de rencontrer le ministre, resté jusque-là silencieux.

Il faut noter que de nombreuses organisations syndicales, la société civile et certains membres de la classe politique se sont solidarisés avec les enseignants grévistes. Ces derniers n'ont pas manqué de dénoncer le silence de Benbouzid et le parti pris de certains infirmiers qui auraient refusé de prodiguer des soins aux enseignants grévistes, dont l'état de santé ne cesse de se dégrader.

L. M.